

Accord professionnel

**TRANSFORMATION LAITIÈRE**

**Avenant n° 4 du 26 septembre 2023**

à l'accord-cadre du 29 juin 2017  
relatif à la prévention de la pénibilité physique et le bien-être au travail

NOR : ASET2450075M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**FNIL ;**

**COP,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FGTA FO ;**

**CFTC CSFV ;**

**FGA CFDT ;**

**CFE-CGC AGRO,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Les partenaires sociaux rappellent que les dispositions de l'accord-cadre de méthode sur la prévention de la pénibilité physique et le bien-être au travail dans la transformation laitière du 29 juin 2017 ont été prolongées par trois avenants dont le dernier arrive à échéance le 31 décembre 2023. Considérant la nécessité d'élaborer un bilan de cet accord et d'étudier les conséquences de la récente réforme des retraites, il a été décidé de procéder à une dernière prorogation pour l'année 2024.

**Article 1<sup>er</sup> | Objet**

Le présent avenant proroge l'accord cadre de méthode sur la prévention de la pénibilité physique et le bien-être au travail dans la transformation laitière du 29 juin 2017.

**Article 2 | Entrée en vigueur et durée**

Le présent avenant prendra ainsi effet le 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour une durée déterminée de douze (12) mois. Par conséquent, il prendra fin au 31 décembre 2024.

### **Article 3 | Révision**

Le présent avenant pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

### **Article 4 | Stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de cinquante salariés**

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques telles que visées par l'article L. 2232-10-1 du code du travail à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés dès lors que les dispositions du présent avenant et, par conséquent, de l'accord sur la prévention de la pénibilité physique et le bien-être au travail dans la transformation laitière du 29 juin 2017 s'appliquent à l'ensemble des entreprises de la transformation laitière quel que soit leur effectif.

### **Article 5 | Dépôt et demande d'extension**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au service conventions et accords collectifs de la direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France, ainsi qu'à la direction générale du travail du ministère du travail, du plein emploi et de l'insertion.

*Fait à Paris, le 26 septembre 2023.*

(Suivent les signatures.)